



Enquête : Concevoir un
système financier durable

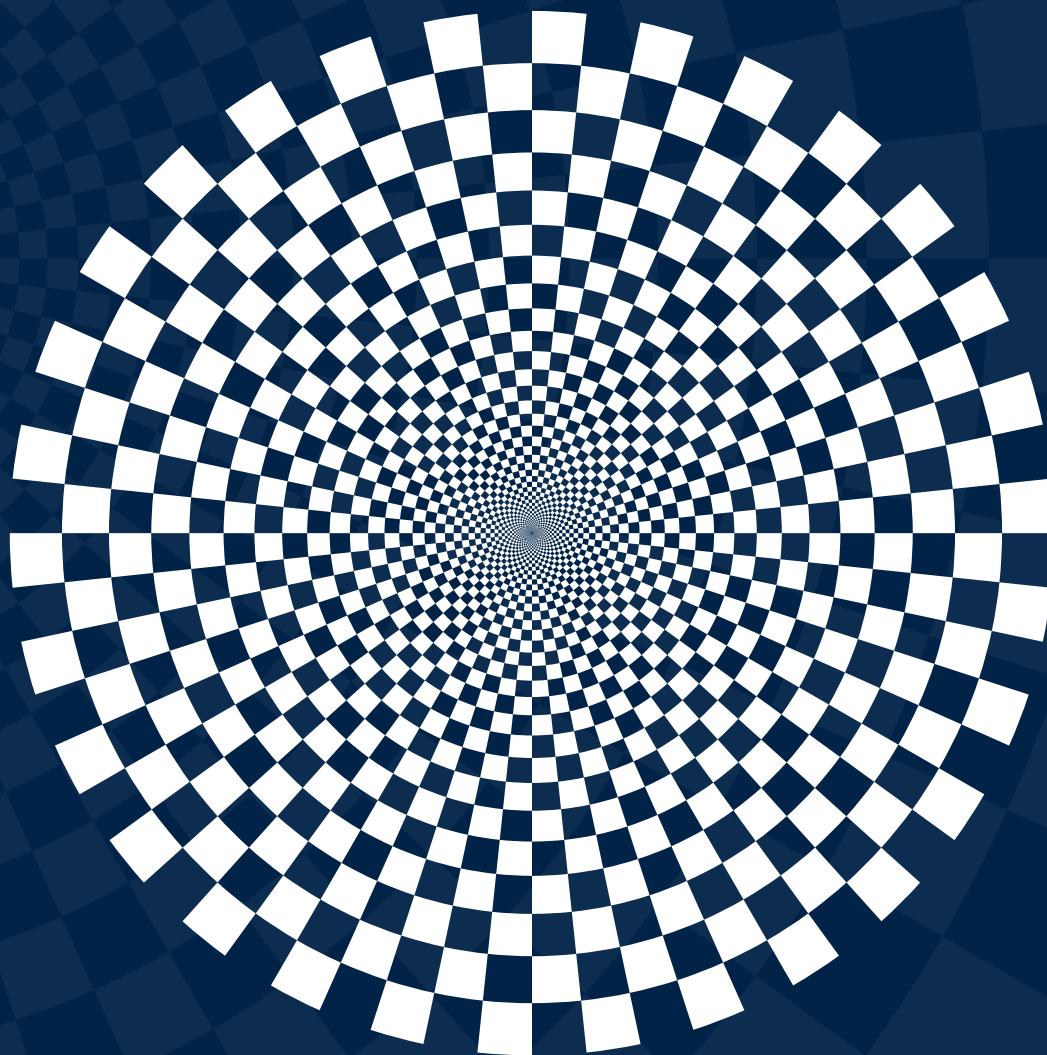


PNUE

LE SYSTÈME FINANCIER DONT NOUS AVONS BESOIN

ALIGNEMENT DU SYSTÈME FINANCIER
SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



RAPPORT DE L'ENQUÊTE DU PNUE

OCTOBRE 2015

L'Enquête

L'Enquête portant sur la conception d'un système financier durable a été initiée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ; l'objectif est de proposer des solutions politiques permettant d'améliorer l'efficacité du système financier par la mobilisation des capitaux en faveur d'une économie verte et solidaire, en d'autres mots, du développement durable. Mise en place en janvier 2014, elle publie son rapport définitif en octobre 2015.

Pour en savoir plus sur l'Enquête, veuillez consulter les sites Internet suivants : www.unep.org/inquiry et www.unepinquiry.org, ou contactez :

Mahenau Agha, Directeur des services de sensibilisation mahenau.gha@unep.org



Droits d'auteur © Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2015

Clause de non-responsabilité :

Les désignations employées et les supports présentés dans cette publication n'impliquent aucune prise d'opinion de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement quant au statut juridique d'un quelconque pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ni quant à la délimitation de ses frontières et limites. De plus, les avis exprimés ne représentent pas forcément une décision ou l'affirmation d'une politique de la part du Programme des Nations Unies pour l'Environnement ; ils n'indiquent pas non plus que le Programme approuve les noms commerciaux ou processus commerciaux éventuellement cités.

Avant-propos

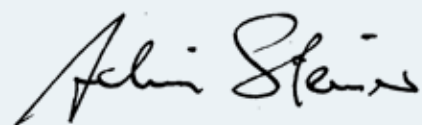
Le système financier soutient la croissance et le développement. En 2008, nous vu certains des systèmes financiers les plus sophistiqués au monde donner lieu à la pire crise financière que nous avons connue depuis des décennies. Alors que les marchés de certains pays développés s'effondraient, d'autres, aussi bien dans des nations développées qu'en développement ont été entraînés dans leur chute. Au lendemain de cette crise financière mondiale, il a été reconnu que le système financier se devait d'être non seulement sain et stable, mais aussi durable quant à la manière dont il permet la transition vers une économie verte, sobre en carbone. Aussi, pour atteindre le développement durable que nous souhaitons, le système financier devra se réaligner sur les objectifs de celui-ci.

L'alignement du système financier dans un but de durabilité ne constitue pas une notion lointaine, mais est déjà une réalité. Une « révolution tranquille » a lieu, alors que les décideurs politiques et les régulateurs financiers s'attaquent à la nécessité de forger des systèmes financiers sains et durables pour répondre aux besoins du XXI^e siècle. Des notions telles que la richesse naturelle et l'économie verte circulaire ont pris de l'importance, pour devenir l'essence des stratégies économiques et des politiques pour les entreprises et les nations. L'énergie propre sera à la base du système énergétique mondial de demain et il fait peu de doute que le défi, bien que considérable, porte essentiellement sur la transition.

Dans cette optique, le PNUE a lancé l'Enquête sur la conception d'un système financier durable afin d'explorer des options visant à aligner le système financier sur le développement durable, sous l'égide d'un Conseil consultatif international.

Les conclusions de l'Enquête et les propositions de mesures à adopter tirées de ce travail réalisé par plusieurs dizaines de partenaires tant sur le plan national qu'international, indiquent que le système financier peut être transformé pour mieux satisfaire les besoins du développement durable. Par ailleurs, l'Enquête a mis en exergue une vérité simple, à savoir qu'une telle transformation constitue, essentiellement, une question de choix public, un choix positif exercé dans un nombre croissant de pays et par une bonne partie du système financier.

Faire avancer l'alignement du système financier sur le développement durable nécessitera la participation de nouveaux acteurs, coalitions et instruments. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, nous sommes de l'avis que l'Enquête du PNUE a établi une appréciation fondée du potentiel pratique, ainsi que des choix politiques susceptibles d'être exercés pour le réaliser.



Achim Steiner

Directeur exécutif du PNUE

Sous-secrétaire général des Nations Unies



PNUE



Kathy Bardswick,
PDG, The
Cooperators Group,
Canada



Naina Kidwai,
Directrice générale
du groupe et
directrice nationale
HSBC Inde



Maria Kiwanuka,
Conseillère du Président,
Gouvernement
de l'Ouganda



Rachel Kyte,
Vice-présidente
de groupe,
Banque mondiale



Jean-Pierre Landau,
Ancien Sous-
gouverneur,
Banque de France



John Lipsky,
Ancien Directeur
général adjoint, FMI



Nicky Newton-King,
Directeur exécutif
de la Bourse de
Johannesburg



Bruno Oberle,
Secrétaire d'État et
directeur de l'OFEV,
Suisse



David Pitt-Watson,
Coprésident, UNEP FI



Murilo Portugal,
Président de
la Fédération
des banquiers
brésiliens



Atiur Rahman,
Gouverneur,
Banque centrale
du Bangladesh



Neeraj Sahai,
Ancien Président,
services de
notation de S&P



Rick Samans,
Directeur général,
Forum économique
mondial



Andrew Sheng,
Membre honoraire
du Fung Global
Institute



Anne Stausboll,
PDG, CalPERS



Lord Adair Turner,
Ancien Président,
Financial Services
Authority,
Royaume-Uni

* indique un membre du Conseil consultatif de l'Enquête

COMMENTAIRE DU CONSEIL CONSULTATIF

Le défi pressant que représente le financement du développement durable suscite une prise de conscience grandissante, de même que l'opportunité offerte par ce dernier pour canaliser des capitaux vers des usages productifs, rentables et aux effets bénéfiques élargis. Pour y parvenir, les marchés financiers et des capitaux doivent s'aligner sur les résultats du développement durable, ce qui constitue le sujet retenu dans le cadre de l'Enquête sur la conception d'un système financier durable du Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

En notre qualité de membres du Conseil consultatif, nous partageons l'engagement commun de faire le lien entre les objectifs du système financier et ceux du développement durable. Nous avons donné à cette Enquête des orientations dans son approche du travail à accomplir, l'appréciation de ses conclusions et les implications en termes d'actions. Notre engagement a été collectif, mais a également pris la forme de conseils et d'une collaboration active des membres du Conseil à titre individuel. Nos divers horizons et perspectives ont enrichi le rapport final de l'Enquête, tout en reflétant des points de vue distincts concernant certains aspects particuliers de l'analyse et des propositions. Si l'on examine le parcours de l'Enquête durant presque deux ans, sa contribution la plus significative est d'avoir ouvert de nouvelles possibilités pour les efforts visant à garantir des financements adéquats pour le développement durable, notamment en :

- retraçant la tendance émergente consistant à inclure les facteurs de durabilité dans les politiques, les réglementations, les règles et les normes qui gouvernent le système financier.
- définissant un référentiel sur la base duquel les décideurs politiques pourront travailler pour étendre l'adoption des bonnes pratiques émergentes.
- contribuant à la création d'une communauté croissante de praticiens qui concentrent leurs efforts sur ces liens.

Les conclusions spécifiques de l'Enquête et les propositions afférentes constituent bel et bien une base pour l'action (en amplifiant et en systématisant à la fois des mesures à haut potentiel, en montrant le chemin vers d'autres domaines de développement des connaissances, et en ouvrant la voie pour de nouvelles approches de l'apprentissage aussi bien aux pays développés qu'aux pays en développement, ainsi qu'à la coopération internationale). Les enseignements majeurs tirés du présent rapport résument la base selon laquelle il s'avère possible, et en fait nécessaire, d'améliorer des volets essentiels du système financier, afin que celui-ci puisse servir de manière plus efficace la transition vers une économie verte et solidaire.

Le Conseil consultatif considère le rapport final de l'Enquête non pas comme la fin d'un processus, mais comme un tremplin pour le développement permanent de ce domaine d'étude et d'action. Il reste encore beaucoup à apprendre, à tester et à inclure dans la feuille de route générique qui servira aux marchés financiers et aux capitaux de demain. Nous espérons que l'approche fondée et collaborative de l'Enquête pourra être appliquée de sorte qu'en pratique les nouveaux développements deviennent une réalité.

Enfin, il y a lieu de féliciter le PNUE d'avoir lancé cette Enquête sur la conception d'un système financier durable. S'appuyant sur son travail antérieur concernant la finance durable et l'économie verte, le PNUE a démontré sa volonté d'explorer de nouveaux domaines d'action pour avancer vers un développement durable.

L'ENQUÊTE EN BREF

Le financement du développement durable peut découler d'une action exercée au sein du système financier, ainsi que de l'économie réelle.

Les innovations politiques des pays en développement et développés démontrent la manière dont le système financier peut mieux s'aligner sur le développement durable.

Une action nationale systématique peut désormais être adoptée pour façonner un système financier durable, complétée par la coopération internationale.

1. EXPLOITER LE SYSTÈME FINANCIER

Nos économies, sociétés et environnement sont intimement liés. Les problèmes qui affectent un de ces domaines résonnent inévitablement dans les autres. Les énormes problèmes environnementaux compromettent les vies de façon croissante (et les moyens de subsistance), et cela à l'échelle de la planète. Pourtant, les solutions chevauchent, elles aussi, les dimensions économique, sociale et environnementale. Et le soutien apporté aux réponses intégrées aux problèmes les plus difficiles n'a jamais été plus grand. Le consensus international concernant les Objectifs de développement durable et le Programme pour 2030 a mis en exergue qu'il était impératif d'agir sur les problèmes majeurs de notre temps, ainsi que de trouver des voies durables sur lesquelles asseoir des solutions à long terme à ces problèmes.

Il faut exploiter le plein potentiel du système financier, afin de réussir la transition vers le développement durable. Alors que les effets de la crise financière de 2008 continuent de hanter l'économie mondiale, une prise de conscience sans précédent de la nécessité de façonner un système financier plus stable et plus connecté à l'économie réelle a émergé. À présent, une nouvelle génération d'innovations politiques vise à assurer que le système financier satisfasse aux besoins d'un développement économique solidaire et durable sur le plan environnemental. Ces innovations dans les politiques financière et monétaire, ainsi qu'en matière réglementaire, outre les normes du marché plus générales, sont en passe de créer un lien critique entre les règles qui gouvernent le système financier et le développement durable. L'Enquête sur la conception d'un système financier durable du *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE)* a été lancée dans le but d'étudier ce lien et de formuler des options en vue de l'alignement du système financier sur le développement durable.

FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Pour financer le développement durable, des flux de capitaux devront être canalisés vers des priorités critiques et détournés d'actifs qui épuisent le capital naturel.*¹ Au cours de ces dernières décennies, nous avons assisté à des progrès dans l'intégration des facteurs de durabilité dans la prise de décision financière, ainsi qu'à des modifications en matière de déploiement du capital, par exemple, en faveur des énergies propres. Mais la détérioration de l'environnement se poursuit. Le capital naturel décline dans 116 sur 140 pays, et au rythme actuel, on prévoit que cette tendance devrait éroder encore davantage les richesses naturelles mondiales à hauteur de 10 % d'ici à 2030, causant des préjudices considérables, menaçant

“L'Inde, et désormais tous les pays en développement devront s'industrialiser en renonçant à une consommation croissante de carburants fossiles. Aucun pays ne l'a fait. Des innovations s'avèrent nécessaires sur l'ensemble des marchés financiers.”

Rathin Roy, Directeur, National Institute of Public Finance and Policy, India²

Le développement durable exige des changements quant au déploiement et la valeur relative des actifs financiers, et quant à leur rapport à la création, à la gérance et à la productivité de la richesse réelle.

Aussi, un système financier durable est celui qui crée, évalue et traite les actifs financiers de telle sorte que la richesse réelle satisfasse aux besoins à long terme d'une économie solidaire et durable sur le plan environnemental

L'Enquête en action

L'Enquête sur la conception d'un système financier durable du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a été lancée en 2014 dans le but d'étudier la manière d'aligner le système financier sur le développement durable ; elle met l'accent sur les aspects environnementaux.

Les 3 questions essentielles posées par l'Enquête

- **Pourquoi** – dans quelles circonstances des mesures devraient être adoptées afin de garantir que le système financier tienne davantage compte du développement durable ?
- **Quoi** – quelles mesures ont été et devraient être mises en œuvre à grande échelle pour mieux aligner le système financier sur le développement durable ?
- **Comment** – comment lesdites mesures pourraient être déployées au mieux ?

L'Enquête a abordé des aspects concernant les politiques financière et monétaire, ainsi que les réglementations et les normes financières, dont notamment les exigences de publicité, les notations de crédit, les exigences de cotation et les indices. L'Enquête a concentré ses efforts sur les rôles assumés par les autorités de réglementation du système financier, dont notamment les banques centrales, les régulateurs financiers, les ministères des finances, d'autres organismes gouvernementaux, les organismes de normalisation, ainsi que par les organismes de référence du marché, comme les bourses et les principales organisations et plateformes internationales.

L'Enquête a exploré des expériences innovantes visant à faire progresser le développement durable par le biais d'actions entreprises par les institutions qui gouvernent le système financier, et notamment par les banques centrales et les régulateurs financiers, ainsi que les organismes gouvernementaux et de référence. Ces expériences ont été étudiées de manière relativement détaillée au Bangladesh, au Brésil, en Chine, en Colombie, dans l'Union européenne, en France, au Kenya, en Inde, en Indonésie, aux Pays-Bas, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique.

L'Enquête s'est fondée également sur les vastes engagements et recherches internationaux concernant des sujets aussi variés que les obligations vertes, la banque fondée sur les valeurs, les responsabilités fiduciaires, les droits de l'homme et le courtage électronique (la liste complète des articles de recherche figure à l'annexe IV). Un Conseil consultatif de haut niveau a orienté l'Enquête, laquelle s'est fondée également sur les activités en matière d'économie verte du PNUE³ et son Initiative Finance (UNEP FI).⁴

L'Enquête a participé à un nombre croissant d'initiatives en temps réel qui cherchent à intégrer le développement durable dans l'évolution des marchés financiers et des capitaux, du co-établissement du Groupe de travail pour une finance verte de la Chine avec la Banque Populaire de Chine à la promotion et au soutien du gouvernement suisse pour le lancement d'une consultation nationale avec l'Initiative suisse pour une finance durable (Swiss Sustainable Finance). D'autres activités incluent le soutien apporté à une enquête nationale concernant l'économie verte et le système financier menée par l'association bancaire du Brésil, la Federação Brasileira das Associações de Bancos.

les modèles de développement et endommageant, dans certains cas de manière irréversible, des systèmes essentiels à la vie.⁵

Le consensus international concernant les Objectifs de développement durable et le Programme pour 2030 a mis en avant qu'il était impératif de trouver des voies sur lesquelles asseoir des solutions à long terme à ces problèmes. On estime que des investissements à hauteur de 5 à 7 billions de dollars américains s'avèrent nécessaires pour réaliser les Objectifs de développement durable, incluant les infrastructures, l'énergie propre, l'eau et l'assainissement, et l'agriculture.⁶ Les pays en développement se voient confrontés à un déficit des investissements annuel de 2,5 billions de dollars américains, alors que la tendance actuelle indique que les principales économies enregistreront un déficit des investissements annuel de 10 billions de dollars américains d'ici à 2020.⁷ De la même manière, certains investissements doivent être réduits, par exemple, à hauteur d'un montant estimé de 6 billions de dollars américains d'ici à 2030, en ce qui concerne le développement des énergies hautement polluantes et la production électrique.⁸ Une partie de cette réorientation des capitaux passera par la réforme de la fixation du prix des ressources, pour répondre, par exemple, au besoin annuel d'aides à hauteur de 5,3 billions de dollars américains identifié par le Fonds monétaire international.⁹

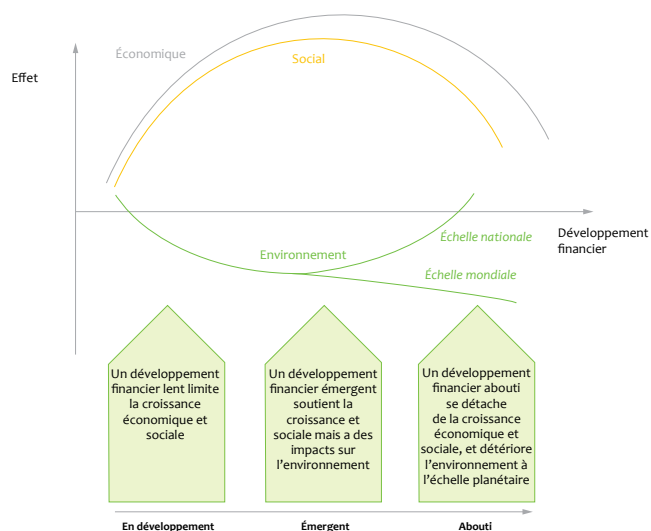
Les finances publiques s'avéreront essentielles pour combler le déficit de financement, mais les estimations suggèrent que cette contribution sera limitée. La finance doit accéder aux capitaux privés à grande échelle, la banque à elle seule gérant des actifs financiers de presque 140 billions de dollars américains, les investisseurs institutionnels (et en particulier les fonds de pension) gérant, quant à eux, plus de 100 billions de dollars et les marchés de capitaux (dont ceux des obligations et des actions) au-delà de 100 billions de dollars et des 73 billions de dollars, respectivement.¹⁰

Le système financier devra évoluer pour jouer son rôle dans le financement du développement durable. Des milliards de personnes et des millions de petites entreprises se voient refuser l'accès

aux services financiers. Au lendemain de la crise financière, les réformes ont amélioré la stabilité financière, mais il ne s'agit là que de « quelque chose d'inachevé ». Le « court-termisme » et l'endettement excessif demeurent des facteurs importants d'instabilité et la raison pour laquelle les risques liés à une durabilité à plus long terme sont mis de côté dans la prise de décision financière. La reproduction des systèmes financiers actuels les plus développés ne constitue pas une solution. En fait, les systèmes financiers surdimensionnés et trop complexes peuvent avoir un impact négatif sur la croissance économique et les inégalités des revenus.¹¹

Les conséquences environnementales et sociales seront affectées par le développement du système financier. Selon l'approche schématique du FMI et de la BRI, une hypothèse de travail voit un scénario de continuité constitué par une augmentation rapide des conséquences négatives sur l'environnement au fur et à mesure que les systèmes financiers se développent. De telles externalités pourraient décroître à des niveaux de développement plus élevés pour leurs économies nationales, d'origine, respectives, mais continueraient d'augmenter à l'échelle mondiale au fur et à mesure que les systèmes financiers plus développés internationalisent de plus en plus leur financement et leur impact.

FIG 1 LE DÉCALAGE ENTRE LE SYSTÈME FINANCIER ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Pratiques émergentes visant à intégrer le développement durable dans le système financier

OPTIMISATION DES PRATIQUES DE MARCHÉ

- **Rapports sur les actions** : Les Bourses de Johannesburg (Johannesburg Stock Exchange (JSE)) et du Brésil (BOVESPA) ont été des précurseurs innovants en ce qui concerne l'exigence de communication en matière de durabilité.¹²
- **Informations en matière de durabilité dans le cadre de l'analyse des marchés** : Les services de notation de Standard & Poor's ont identifié le changement climatique en tant que tendance dominante clé affectant les titres souverains.¹³
- **Intégration des risques environnementaux dans la réglementation financière** : La réglementation bancaire du Brésil exige une gestion du risque socio-environnemental.¹⁴

MISE À NIVEAU DE LA GOUVERNANCE

L'internalisation du développement durable dans la prise de décision financière peut être compatible avec les missions existantes des régulateurs financiers et des banques centrales :^{15,16}

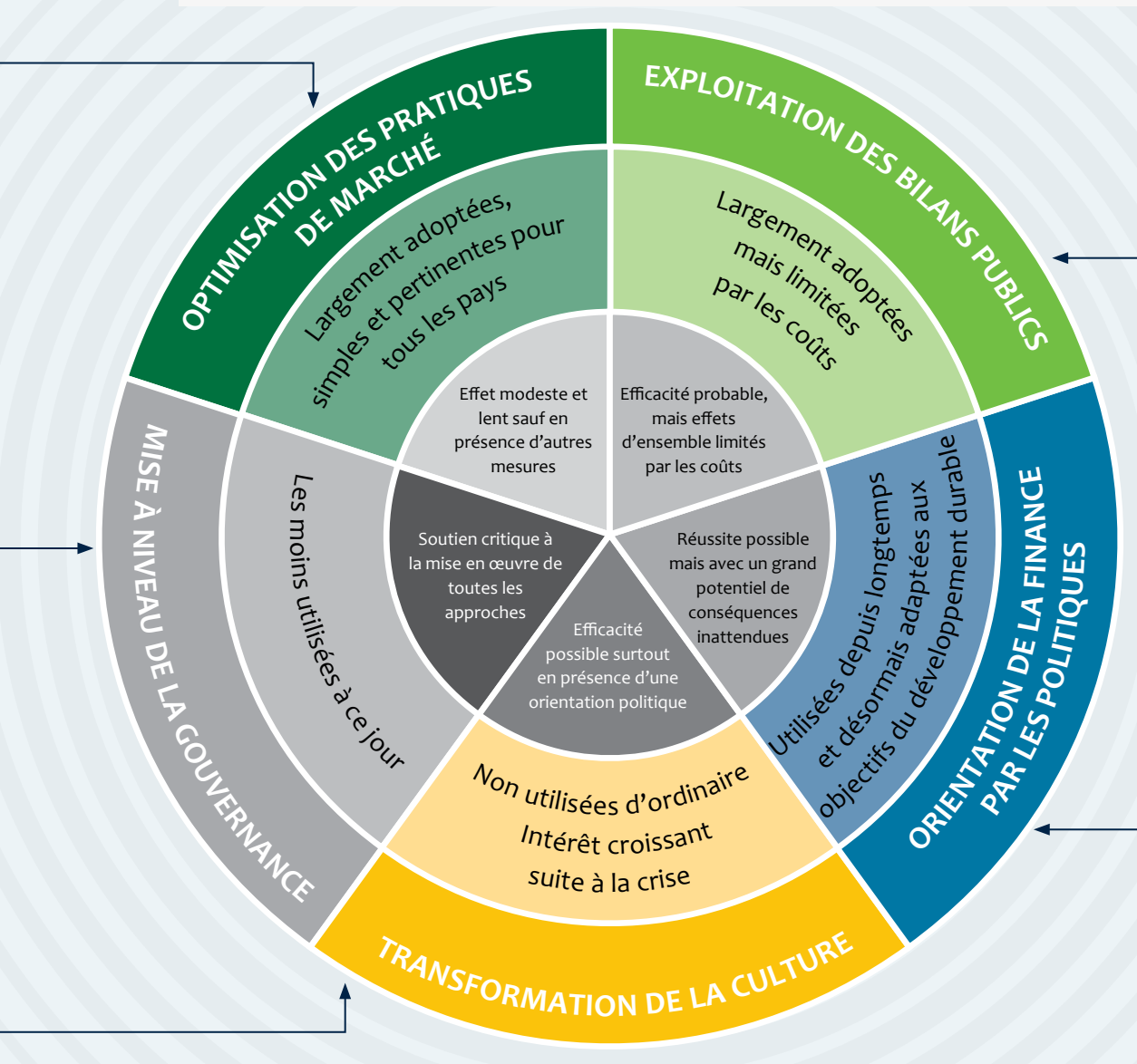
- L'accent mis par la Banque centrale du Brésil sur la gestion des risques socio-environnementaux trouve sa source dans ses fonctions centrales en tant qu'organisme de surveillance prudentielle.
- La Banque du Bangladesh affirme que le soutien qu'elle apporte aux entreprises rurales et à la finance verte contribue à la stabilité financière et monétaire.
- Le contrôle prudentiel de la Banque d'Angleterre concernant les risques liés au climat pour le secteur des assurances du Royaume-Uni se fonde sur le lien existant entre ses devoirs essentiels de surveillance et la loi britannique relative au changement climatique (UK Climate Change Act).

TRANSFORMATION DE LA CULTURE

- **Pactes et feuilles de route nationaux** : la charte financière sud-africaine, le Comité chinois du financement vert,¹⁷ l'initiative suisse Swiss Sustainable Finance.¹⁸
- **Institutions financières fondées sur les valeurs** : Les banquiers néerlandais s'engagent à trouver un équilibre entre les intérêts de l'ensemble des parties prenantes.¹⁹ Les investissements tenant compte des impacts et la finance professionnelle continuent de prendre de l'ampleur.²⁰
- **Action visant à améliorer les compétences actuelles des professionnels de la finance et des régulateurs financiers** :²¹ La feuille de route indonésienne pour une finance durable met l'accent sur les compétences en matière de durabilité des professionnels.²²

EXPLOITATION DES BILANS PUBLICS

- **Incitations fiscales au profit des investisseurs** : Largement utilisées aux États-Unis d'Amérique, sous forme d'abattements fiscaux sur les obligations municipales pour les infrastructures locales ou d'incitations ciblant les investissements sur les énergies renouvelables.
- **Financements mixtes** : Nombreuses sont les institutions financières à associer des financements publics et privés pour combler les écarts de viabilité des investisseurs dans le cadre des projets verts.²³
- **Banques centrales** :²⁴ La Banque populaire de Chine réalise des placements en actions dans des véhicules d'investissement politiques.²⁵



ORIENTATION DE LA FINANCE PAR LES POLITIQUES

- **Programmes de prêt en faveur des secteurs prioritaires** : Des exigences établies par l'Inde concernant les prêts aux secteurs prioritaires²⁶ au Community Reinvestment Act des États-Unis d'Amérique
- **La canalisation des financements est souvent associée à des incitations** : Les exigences en matière de prêt pour les financements verts de la Banque du Bangladesh ont donné lieu à des ajustements de capitaux favorables.²⁷ La mise en œuvre de la Charte financière de l'Afrique du Sud est liée aux marchés publics.²⁸
- **Régimes de responsabilité** : Le système « superfund » des États-Unis d'Amérique prévoit des « sphères de sécurité » en matière de responsabilité des prêteurs, sur la base des vérifications diligentes adéquates. China revoit ses règles en matière de responsabilité des prêteurs.²⁹

FIG II DÉVELOPPER UN SYSTÈME FINANCIER POUR LE XXI^E SIÈCLE

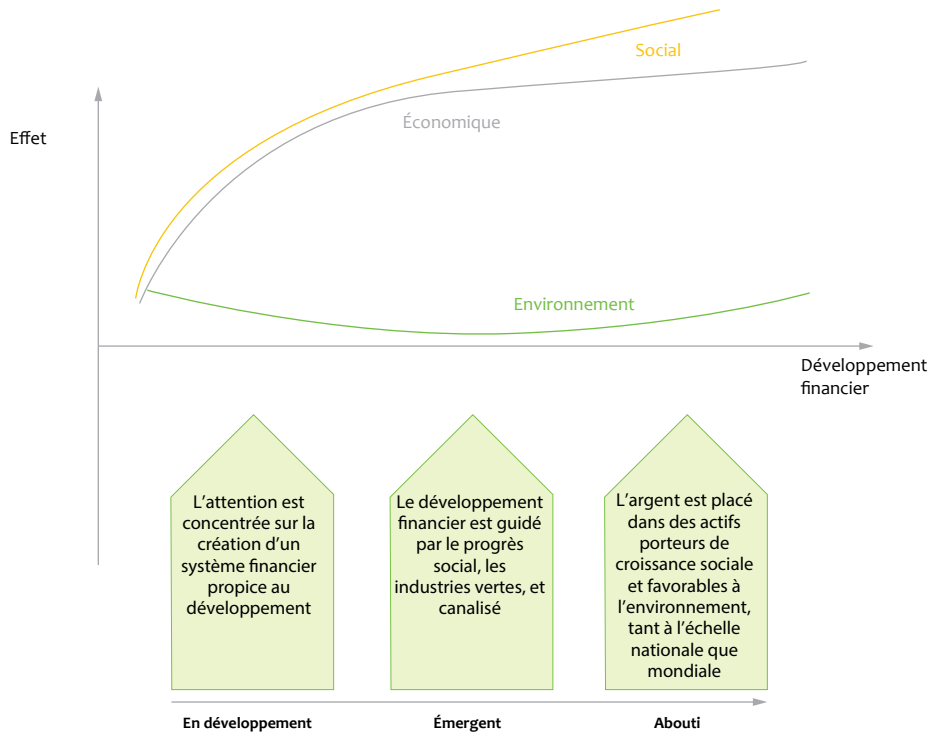
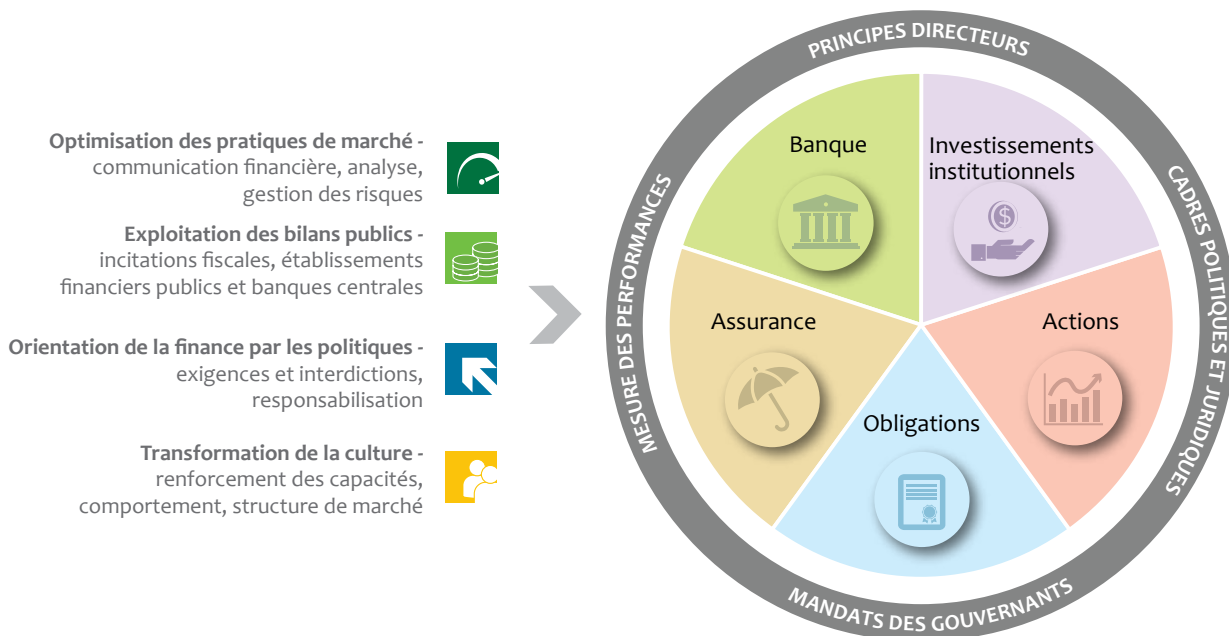


FIG III RÉFÉRENTIEL TIRÉ DE LA PRATIQUE ET OPTIONS DE PAQUETS DE MESURES POLITIQUES



Il existe une occasion unique de développer un système financier durable. Dans le monde entier, les capitaux engagés en faveur de pratiques financières plus responsables ne cessent d'augmenter. Les réponses politiques et réglementaires face à la crise mettent en évidence la volonté et la capacité des institutions de direction d'agir de manière peu conventionnelle, rapidement, à grande échelle et de façon concertée, lorsqu'elles se voient confrontées à des difficultés graves et systémiques.³⁰ L'influence croissante des économies émergentes dans les affaires financières internationales place le lien entre le développement des marchés financiers et les priorités de développement nationales à une position plus centrale dans les débats politiques. Les bouleversements technologiques qui affectent le système financier défient les pratiques existantes dans le monde des intermédiaires financiers, ouvrant de nouvelles voies pour la solidarité et la connectivité.³¹ Enfin, une transformation en ce qui concerne la conscience publique et politique du développement durable place de plus en plus les questions environnementales et sociales au cœur de la définition des politiques économiques.

2. UNE RÉVOLUTION TRANQUILLE

La conclusion principale de l'Enquête est qu'une « révolution tranquille » est en cours, laquelle cherche à intégrer le développement durable dans la structure du système financier. L'Enquête a trouvé plus de 100 exemples de mesures politiques, dans 40 pays différents, visant les principaux groupes d'actifs et d'acteurs, ainsi que la gouvernance sous-jacente du système financier. Les pays en développement et émergents sont à la tête de cette révolution, animés par l'accent qu'ils mettent sur la transformation économique, le progrès social et les priorités environnementales locales. Des pionniers émergent aussi dans le monde développé, plus animés par des préoccupations tenant à l'efficacité du marché et la stabilité, ainsi qu'en réaction face à des risques mondiaux tels que le changement climatique. La coopération internationale prend rapidement de l'ampleur, promouvant l'apprentissage et le partage des approches.

La révolution tranquille est menée par ceux qui gouvernent le système financier, souvent en

collaboration avec les acteurs du marché. Des mesures innovantes sont proposées par les banques centrales, les régulateurs financiers et les organismes de référence, dont notamment les agences de notation et les places boursières. Les mesures adoptées varient énormément :

- *Sur le plan national, du leadership de l'Afrique du Sud pour ce qui est de l'inclusion du développement durable dans les exigences de cotation à la réglementation bancaire brésilienne en matière de risque environnemental, en passant par le refinancement par la Banque centrale du Bangladesh afin de soutenir les investissements verts, ainsi que par le leadership chinois qui encourage l'adoption de directives en matière de crédit vert, et le contrôle prudentiel par la Banque d'Angleterre des risques climatiques.*
- *Au niveau international, il s'agit de coalitions fondées sur les principes, telles que le Sustainable Banking Network for Regulatory et la Sustainable Stock Exchange Initiative ; de notations de crédits souverains sensibles au climat proposées par les services de notation de S&P, ou l'intégration par le Comité de stabilité financière du rôle joué par les banques centrales dans la lutte contre les risques liés au climat.*

L'intégration du développement durable dans l'évolution des systèmes financiers génère aussi bien des bénéfices à court terme qu'à long terme. À court et à moyen terme :

- *Les pays en développement ont l'occasion d'accroître leur accès au financement, de réduire la pollution environnementale grâce aux améliorations associées de la santé publique et d'améliorer les flux financiers vers les énergies propres et d'autres sources nouvelles de développement économique.*
- *Les pays développés, quant à eux, ont l'occasion d'améliorer l'intégrité de leurs marchés, en alignant davantage le secteur financier sur l'économie réelle, en renforçant la résilience financière et monétaire et en s'attaquant à des objectifs politiques, tels que le financement de la transition énergétique.*

C'est le potentiel pour modeler un système financier adapté au XXI^e siècle qui est en jeu. L'opportunité à plus long terme aussi bien pour les économies développées que celles en développement est l'évolution vers des systèmes financiers efficaces, plus efficaces pour satisfaire aux besoins d'économies et de sociétés solidaires et durables. Les mesures identifiées par l'Enquête, prises individuellement, risquent fort de ne pas suffire à protéger la société d'autres faiblesses du système financier qui permettent la fixation de prix inadaptés, l'appropriation des rentes et l'instabilité. Néanmoins, les effets cumulés de telles mesures pourraient représenter davantage que leurs effets individuels. Mises en œuvre avec ambition et engagement, elles pourraient donner lieu à des changements systémiques plus profonds.

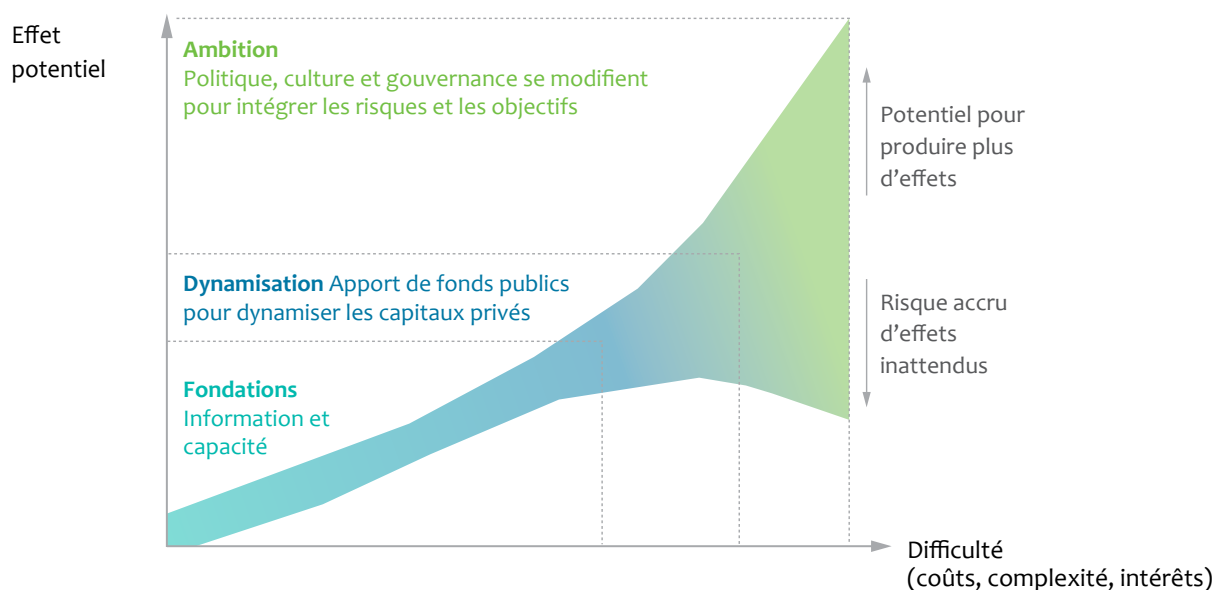
3. UN CADRE D'ACTION

L'alignement du système financier sur le développement durable exige une approche systématique. On ne pourra mettre en place un système financier durable qu'en dépassant aussi bien les approches habituelles du développement des marchés financiers qu'en adoptant des innovations ad hoc. Le Cadre d'action proposé par l'Enquête fournit une approche systématique pour définir des voies pratiques, se fondant sur un référentiel de mesures fondées sur les expé-

riences des pays. Le cadre propose des paquets de mesures politiques concernant chacun des principaux groupes d'actifs et les acteurs correspondants : les banques, les obligations, les actions, les investisseurs institutionnels et les assurances. En outre, il définit quatre recommandations en termes d'action, afin d'aligner la gouvernance du système financier sur le développement durable.

La définition de paquets de mesures politiques et la mise en œuvre de solutions nécessite un équilibre entre les ambitions, le réalisme et les risques. Des mesures comparativement simples visant à améliorer les pratiques sur le marché, telles qu'un renforcement de la communication, pourraient constituer des points de départ utiles, mais elles ne sauraient entraîner, à elles seules, les changements radicaux nécessaires. Par ailleurs, de mesures telles que les prêts prioritaires et un renforcement de la responsabilité environnementale, pourraient, dans le temps, donner lieu à des changements plus profonds, mais elles nécessitent une conception soignée et une préparation du marché, afin d'éviter toute conséquence indésirable. Enfin, un ensemble de mesures s'avère nécessaire pour engendrer des changements plus généraux dans la dynamique comportementale, culturelle et de marché du système financier.

FIG IV EFFETS POTENTIELS ET ASPECTS PRATIQUES DE LA MISE EN ŒUVRE



4. PHASES ULTÉRIEURES

Les conclusions de l'Enquête constituent une base solide pour passer aux phases suivantes dans le développement d'un système financier durable aux niveaux national et international. D'une manière critique, l'élan observé et soutenu par l'Enquête doit servir de base tant à un leadership national qu'à la coopération internationale. Les conclusions suggèrent deux domaines d'action associés :

- Sur le plan national, le point de départ serait constitué par un diagnostic de haut niveau des besoins et des opportunités au sein du système financier, ainsi que par le développement d'un pacte social étendu entre les organismes publics, les institutions financières et la société civile, afin d'adopter une approche commune des actions à entreprendre.
- Sur le plan international, il s'agit de la coopération, et notamment de 10 domaines spécifiques identifiés par l'Enquête, dont quatre axés sur des groupes d'actifs et d'acteurs particuliers, cinq sur le développement d'une architecture de gouvernance pour aborder d'une manière plus explicite le développement durable, et enfin la création d'un consortium international de recherche pour faire avancer les connaissances concernant des sujets et des thèmes peu étudiés.

La mise en œuvre des conclusions de l'Enquête nécessitera l'implication de nombreux acteurs. La participation active des gardiens du système financier, et notamment des banques centrales, des régulateurs et des autorités de contrôle prudentiel, des organismes de normalisation, des organismes gouvernementaux (incluant les ministères de finances) et des organismes de référence sur le marché (dont les bourses et les agences de notation) s'avérera essentielle pour la réussite. Pourtant, les conclusions de l'Enquête mettent également en exergue le rôle fondamental que d'autres acteurs auront à jouer, dont notamment :

- *les acteurs du marché* : des banques aux fonds de pension et les analystes - qui apporteront leur contribution de par leur leadership exemplaire, le développement des connaissances et leurs conseils experts, ainsi que par le biais du renforcement des coalitions et leurs actions de plaidoyer ;
- *la communauté du développement durable* : des ministères de l'environnement aux groupes de réflexion, la société civile et les organismes tels que le PNUE - en apportant leurs connaissances expertes et en renforçant les coalitions et la sensibilisation du public ;
- *les organisations internationales* : celles qui participent au développement du système financier - concernant les réformes des politiques, le développement des connaissances, le renforcement et la définition de normes et de règles et la coordination ;

“ La Banque du Bangladesh et toute une série d'autres banques centrales de pays en développement se sont efforcées de faire face au risque d'instabilité et de déséquilibre à la source, en promouvant une philosophie institutionnelle du financement socialement responsable, solidaire et durable sur le plan environnemental.”

Dr Atiur Rahman*, Gouverneur,
Banque du Bangladesh

“ L'horizon temporel d'une banque centrale est relativement court - mais les défis réels en termes de prospérité et de résilience économique que le changement climatique posera se manifesteront bien au-delà. Nous nous trouvons confrontés à une tragédie en termes d'horizons.”

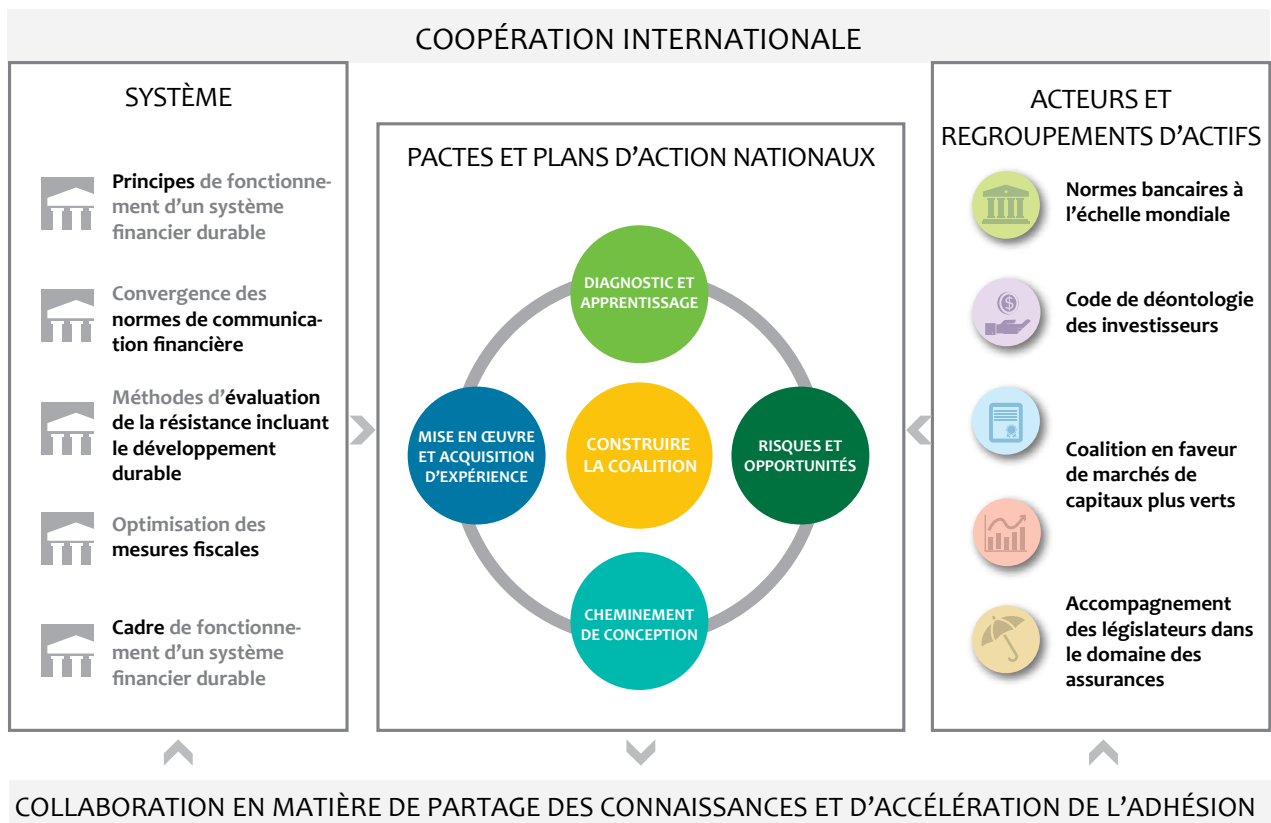
Mark Carney, Gouverneur, Banque
d'Angleterre²²

- *les particuliers* : en leur qualité de consommateurs de services financiers, de salariés des institutions financières et de membres de la société civile - en apportant leurs compétences et leurs points de vue uniques sur la manière de connecter les systèmes financiers aux besoins et aspirations de l'être humain.

L'Enquête a souligné l'importance des coalitions pour faire progresser un système financier durable. Beaucoup des acteurs susvisés devront participer à de telles coalitions dans leurs rôles respectifs, sur les plans national, régional et international. Les conclusions de l'Enquête

mettent l'accent sur le déficit permanent en matière de connaissances et de capacités : premièrement, en ce qui concerne le système financier pour les groupes citoyens et la communauté de défense de l'environnement et du développement durable en général, et deuxièmement, pour les experts du système financier, lorsqu'il est question de la durabilité de l'environnement. Les nouvelles coalitions s'avèrent particulièrement importantes pour dépasser ces déficits et créer ainsi une compréhension commune quant à l'adoption de stratégies efficaces pour amener le changement.

FIG V LES PHASES À VENIR POUR L'ACTION NATIONALE ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE



5. VERS UN SYSTEME FINANCIER DURABLE

L'Enquête du PNUD a mis en évidence aussi bien le besoin que le potentiel d'aligner le système financier sur le développement durable, afin de financer ce dernier. Les expériences pratiques éparses actuelles peuvent constituer la base d'une approche systématique pour faire progresser un tel alignement. On pourrait concevoir des moyens pratiques susceptibles, dans le temps, d'entraîner un changement systémique. Ces approches peuvent être élaborées par des coalitions, et informées et amplifiées par le biais de la coopération internationale. Si nous laissons passer cette chance, il sera difficile de remplir les Objectifs de développement durable.

Faire progresser un système financier durable pourrait améliorer l'efficacité, l'efficacité et la résilience du système en tant que tel. Les mesures individuelles illustrées, prises une à une, risquent fort de ne pas suffire à protéger la société d'autres faiblesses du système financier qui permettent la fixation de prix inadaptés, l'appropriation des rentes et l'instabilité. Néanmoins, le changement au sein de systèmes complexes et adaptables tels que la finance peut être déclenché par le développement de nouvelles normes de comportement ancrées dans une nouvelle motivation. Les répercussions de telles mesures pourraient représenter davantage que les mesures individuelles. Mises en œuvre avec ambition et engagement, elles pourraient donner lieu à des changements systémiques plus profonds. La prise en tant que point de départ d'objectifs spécifiques, tels que l'inclusion financière, la pollution de l'air ou le changement climatique, pourrait révéler de nouvelles manières de remplir les objectifs traditionnels du système dans de nouveaux contextes.

Réaliser ce potentiel constitue, essentiellement, une question de choix public. La configuration du système financier actuel est le fruit de nombreux choix historiques. Certes, il n'y a jamais eu de schéma directeur, mais le système s'est formé au travers de l'évolution des besoins et des attentes sociétaux, ainsi que des décisions politiques y afférentes et de la réponse dynamique aux situations changeantes des acteurs du marché. Les conclusions de l'Enquête pointent vers une nouvelle génération de choix publics réalisés par les institutions ayant pour mission de modeler le système financier de demain.

C'est le potentiel pour façonner un système financier adapté à l'objectif du XXI^e siècle de satisfaire aux besoins du développement durable qui est en jeu.

“ Le programme de finance durable ne vise pas uniquement à augmenter le financement, mais aussi à améliorer la résilience et la compétitivité des institutions financières (...) la finance durable constitue un nouveau défi, ainsi qu'une opportunité susceptible de permettre aux institutions financières de tirer profit d'une croissance et d'un développement plus stables.”

Muliaman D. Hadad, Président du Conseil des commissaires de l'Autorité des services financiers de l'Indonésie (OJK)

“ La Banque populaire de Chine mène l'initiative de rédaction du 13^e Plan quinquennal pour la réforme et le développement du secteur financier chinois ; la finance verte constituera un élément clé de ce plan.”

Pan Gongsheng, Sous-gouverneur, Banque populaire de Chine³³

Références

- 1 PNUÉ (2011). Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté. Nairobi : UNEP. Téléchargé à partir de : <http://www.unep.org/greeneconomy/GreenEconomyReport/tabid/29846/Default.aspx>
- 2 Roy R. (2015). Présentation lors de l'événement Enquête UNEP/Axa : De nouvelles règles pour de nouveaux horizons, 3 juillet 2015, Paris. Cité dans Thimann C. et Zadek S. (2015) New Rules for New Horizons: Report of the High Level Symposium on Reshaping Finance for Sustainability. Enquête UNEP/Axa. Téléchargé à partir de : http://apps.unep.org/publications/index.php?option=com_pub&task=download&file=011747_en
- 3 PNUÉ (2011). Ibid.
- 4 Parmi les membres de l'initiative FI du PNUÉ on trouve 200 institutions financières, notamment des banques, des compagnies d'assurances et des investisseurs : <http://www.unepfi.org>
- 5 Estimations de l'enquête fondées sur UNU-IHDP/PNUÉ (2014). The Inclusive Wealth Report 2014 (Rapport sur la richesse mondiale 2014). Cambridge University Press. Téléchargé à partir de : <http://inclusivewealthindex.org/>.
- 6 CNUCED (2014). Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 - L'investissement au service des Objectifs de développement durable : un plan d'action. Genève : CNUCED
- 7 G30 (2013) Long-term finance and economic growth. Washington, D.C. : G30 http://www.group30.org/images/PDF/Long-term_Finance_hi-res.pdf
- 8 Voir GIEC (2014). Changements climatiques 2014 – Rapport de synthèse –Section 4.4.4 Investissements et finance. Source : http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_FINAL_full.pdf ; Agence internationale de l'énergie (AIE) (2014). World Energy Investment Outlook 2014. Paris : AIE. Source : <http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEIO2014.pdf> et Global Commission on the Economy and Climate (2014) New Climate Economy Report: Better Growth, Better Climate. Source : <http://newclimateeconomy.report/>
- 9 Coady D., Parry I., Sears L. et Shang B. (2015). How Large Are Global Energy Subsidies? Document de travail du FMI <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15105.pdf>
- 10 <http://www.world-exchanges.org/insight/reports/global-equity-trading-volumes-rise-36-1st-half-2015>
- 11 Le rapport suggère que des niveaux de finance très élevés peuvent avoir des répercussions négatives, en raison d'une fréquence accrue des cycles d'expansion et de ralentissement, d'une fuite des talents vers le secteur financier et de l'appropriation des rentes potentielles : Sahay R., Čihák M., N'Diaye P., Barajas A., Bi R., Ayala D. Gao Y., Kyobe A., Nguyen L., Saborowski C., Sviryzdenka K. et Yousefi S.R. (2015). Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets. SDN 15/08. Washington, D.C.: FMI. Téléchargé à partir de : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1508.pdf>
- 12 Sustainable Stock Exchanges Initiative (2014). Rapport en cours. Téléchargé à partir de : <http://www.sseinitiative.org/wp-content/uploads/2012/03/SSE-2014-ROP.pdf>
- 13 Standard and Poor's (2014). Climate Change is a Global Mega-trend for sovereign risk, 15 mai 2014
- 14 Alexander K. (2014). Stability and Sustainability in Banking Reform: Are Environmental Risks Missing in Basel III? Cambridge : CISL & Genève : UNEP FI. Téléchargé à partir de : <http://www.unepfi.org/fileadmin/documents/StabilitySustainability.pdf>
- 15 Volz U. (à paraître). The Role of Central Banks in Enhancing Green Finance. Document de travail pour l'enquête PNUÉ. Enquête PNUÉ.
- 16 Monnin P. et Barkawi A. (2015) Monetary Policy and Green Finance – Exploring the Links. In Greening China's Financial System (Zhang C., Zadek S., Chen N. et Halle M. (Eds.)). DRC/IISD avec Enquête PNUÉ.
- 17 Huang, C. (2015). Green Finance: Seeking a way out of China's pollution crisis. Londres : Trucost. Téléchargé à partir de : <http://trucost.com/blog/140/China/green-finance>
- 18 http://www.sustainablefinance.ch/en/who-we-are_content--1-1033.html
- 19 Nederlandse Vereniging van Banken (2015). Future-Oriented Banking Social Charter, Banking Code, Rules of Conduct (Charte sociale de la banque tournée vers l'avenir, Code bancaire, Règles de conduite) (Version anglaise). NVB : Amsterdam.
- 20 Myers T.A. et Hassanzadeh E. (2015) The Interconnections Between Islamic Finance and Sustainable Finance. IISD. Voir également SC (2014) SC introduces the first Sustainable & Responsible Investment Sukuk framework. Securities Commission Malaysia, 28 août 2014. http://www.sc.com.my/post_archive/sc-introduces-sustainable-and-responsible-investment-sukuk-framework/.
- 21 Voir Ceres (2014). Gaining Ground: Corporate Progress on the Ceres Roadmap for Sustainability. Ceres and Sustainalytics, avril 2014. <http://www.ceres.org/roadmap-assessment/progress-report>; UNPRI (2014). Integrating ESG Issues to Executive Pay: A review of global extractives and utilities companies. Septembre 2014 ; GMI Ratings (2014). Sustainability Metrics in Executive Pay: Short-term focus for a long-term issue. Avril 2014, et Glass L. (2014). Greening the Green: Linking Executive Compensation to Sustainability. <http://www.glasslewis.com/blog/glass-lewis-publishes-greening-green-2014-linking-compensation-sustainability/>
- 22 OJK (2014). Roadmap to Sustainable Finance in Indonesia. Jakarta : OJK. Téléchargé à partir de : <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/587a700047f4b31baa63ff299ede9589/Roadmap+Keuangan+Berkelanjutan.pdf?MOD=AJPERES>
- 23 Voir, par exemple, FEM (2015). Blended Finance Vol. 1: A Primer for Development Finance and Philanthropic Funders. Genève : FEM. Téléchargé à partir de : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Blended_Finance_A_Primer_Development_Finance_Philanthropic_Funders_report_2015.pdf, <http://www.convergence.finance/> et Rogerson A. (2011). What if Development Aid Were Truly Catalytic. Londres : ODI.
- 24 Sheng A. (2015). Central Banks can and should do their part in funding sustainability. CIGI.
- 25 China Green Finance Taskforce (2015). Establishing China's Green Financial System. Enquête PNUÉ/Banque populaire de Chine.
- 26 Times of India (2015). RBI changes priority sector lending norm. 25 avril 2015. Téléchargé à partir de : <http://timesofindia.indiatimes.com/business/india-business/RBI-changes-priority-sector-lending-norms/articleshow/47034036.cms>
- 27 Barkawi A. et Monnin P. (2015). Monetary Policy and Sustainability – the Case of Bangladesh. Document de travail pour l'enquête PNUÉ. Enquête PNUÉ/CEP.

- 28 Hawkins P. (2015). Design Options for a Sustainable Financial Sector. Document de travail pour l'enquête PNUE. Enquête PNUE.
- 29 Sampaio R.S., Diniz E., Maristrello Porto A.J. et Martins Lopes, L.D. (à paraître). Lender's and Investor's Environmental Liability: How Much is Too Much? Document de travail pour l'enquête PNUE. Enquête PNUE/FGV.
- 30 Mackintosh S. (à paraître). Making the Jump: How Crises Affect Policy Consensus and Can Trigger Paradigm Shift. Document de travail pour l'enquête PNUE.
- 31 Forum économique mondial (2015). The Future of Financial Services How disruptive innovations are reshaping the way financial services are structured, provisioned and consumed. Genève : FEM. Téléchargé à partir de : http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_future_of_financial_services.pdf
- 32 Carney M., cité dans Enquête UNEP (2015). The Coming Financial Climate. Update Report 4 : Avril 2015. Genève : UNEP.
- 33 Gongsheng, P., dans la préface de : China Green Finance Taskforce (2015).



Inquiry: Design of a Sustainable Financial System

International Environment House

Chemin des Anémones 11-13

Geneva,

Switzerland

Tel.: +41 (0) 229178995

Email: inquiry@unep.org - Twitter: @FinInquiry

Website: www.unep.org/inquiry/

Inquiry Live: www.unepinquiry.org